
Kadri Simson, une Estonienne en charge de l'énergie à la Commission européenne

Description

Le 3 octobre 2019, Kadri Simson a été auditionnée par le Parlement européen dans le cadre de sa nomination à la Commission européenne. Membre du Parti du centre (*Eesti Keskerakond*), elle fut ministre des Affaires économiques et des Infrastructures de novembre 2016 à avril 2019, chargée de conduire la politique énergétique du pays.

Au cours de son audition, K. Simson a annoncé que ses principaux objectifs seraient de travailler à ce que la législation européenne permette d'atteindre des objectifs énergétiques et environnementaux plus ambitieux, d'assurer la sécurité énergétique de l'UE et de veiller à ce que les entreprises européennes ne perdent pas en compétitivité dans leur processus de transition vers une économie verte. Elle a affirmé soutenir les importations de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis les États-Unis ainsi que l'objectif européen de « neutralité carbone » fixé pour 2050. D'ailleurs, alors que l'Estonie faisait jusque-là partie des rares pays à s'opposer vigoureusement à cet objectif, le Premier ministre Jüri Ratas a annoncé pendant l'audition de K. Simson que son gouvernement avait accepté de rallier le pays à cet objectif européen.

K. Simson a bien reçu le soutien du Parti populaire européen et de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates, ce qui la consacre comme future Commissaire européenne en charge de l'énergie. Toutefois, son audition est loin d'avoir fait l'unanimité et les doutes pèsent autour de ses promesses, dépeintes comme peu concrètes et peu adaptées aux problématiques énergétiques et environnementales actuelles. Certains lui reprochent notamment de voir dans le gaz une alternative rentable au charbon.

Ses détracteurs pointent surtout du doigt la politique énergétique de l'Estonie, pays qui s'appuie sur la production de schistes bitumineux. Interrogée par la radio estonienne Vikerraadio, K. Simson a pourtant présenté l'Estonie comme un bon élève de l'UE qui a déjà atteint les objectifs énergétiques fixés pour 2020. Elle a en outre souligné le fait que, même si la Commission fixait ces objectifs, chaque État restait souverain quant aux moyens de les atteindre.

En Estonie même, K. Simson est sous le feu des critiques : on lui reproche notamment d'avoir choisi Stefano Grassi plutôt qu'un ressortissant estonien comme chef de Cabinet. Son Cabinet devrait pourtant comprendre l'Estonien Thor-Sten Vertmann, qui avait été en charge du portefeuille énergétique durant la présidence estonienne du Conseil de l'UE.

Il faut maintenant attendre le vote des parlementaires européens (le 23 octobre 2019) pour que la nomination de K. Simson soit officielle et que la Commission Von der Leyen puisse prendre ses fonctions, à partir du 1^{er} novembre. La relation qu'établira K. Simson avec le vice-président de la Commission sera cruciale pour la politique énergétique de l'UE, Frans Timmermans ayant pour mission de développer un *green new deal*.

Sources : *ERR.ee*, *climatechangenews.org*.

date créée

15/10/2019

Champs de Méta

Auteur-article : Juliana Barazer